



**SYNDICAT
DES P&T**

Säit 1988

No 59

POSTFAX

Mai 2015

**LA DIRECTION COLLÉGIALE EST
MORTE, VIVE LE LEADER MAXIMO**

**OFFRE
PRIVILÈGE
TÉLÉCOM**

LES BRÈVES

Les services universels
et les missions publiques
prestés par POST
Luxembourg (EPT)



59e édition

CONTENU



3
LE COIN DU PERSIFLEUR
LA DIRECTION COLLÉGIALE EST MORTE,
VIVE LE LEADER MAXIMO



4-5
LES SERVICES UNIVERSELS
ET LES MISSIONS PUBLIQUES
PRESTÉS PAR POST
LUXEMBOURG (EPT)



6
OFFRE PRIVILÈGE
TÉLÉCOM

LES BRÈVES

- Conférence des comités**
Le 30 mars, les comités des huit associations regroupées au sein du Syndicat des P&T s'étaient réunis en conférence des comités.
À l'ordre du jour (sujet), notamment le projet de loi portant modification de la loi cadre de l'EP&T, les lois votées en relation avec la fonction publique ainsi que l'évaluation auprès de l'entreprise.
À la fin de cette conférence, les comités ont approuvé la stratégie proposée par les représentants du personnel du Syndicat des P&T au CA pour défendre les droits des employés de la poste à l'encontre du projet de loi déposé.
- Convention collective**
Fin mars a eu lieu le kick-off meeting afin d'élaborer une nouvelle convention collective se soldant par une première décision prise : la nouvelle convention collective s'appliquera uniquement aux agents de l'Entreprise des P&T.

Début mai les syndicats LCGB, Syndicat des P&T, CGSL, remettront le catalogue des revendications Directeur Général.

- Chambre des fonctionnaires - Elections 2020**
Fin mars, les agents de droit public étaient appelés à voter les 27 représentants de la chambre des fonctionnaires pour la période 2015-2020.
Comme aucune liste concurrente n'a été déposée pour les catégories A1 (carrière supérieure-Administration), B (carrière moyenne) et C (carrière inférieure) candidats de la liste CGSP sont élus d'office.
Nos collègues postiers Gilbert Goergen et Eugénie Schmit ont vu leur mandat se renouveler et ils auront la lourde tâche de défendre les intérêts des agents de droit public dans la fonction publique en général, que ceux des postiers en particulier.

7
LES BRÈVES

IMPRESSUM:



ADRESSE:
POSTFAX
SYNDICAT DES P&T
B.P. 623
L2016 Luxembourg

TIRAGE
3000 ex

IMPRIMÉ PAR
IMPRIMERIE HENGEN LUXEMBOURG

Copyright © 2015 **Postfax**

LE COIN DU PERSIFLEUR

LA DIRECTION COLLÉGIALE EST MORTE, VIVE LE LEADER MAXIMO

Le projet de loi portant réforme de l'Entreprise POST Luxembourg va introniser un «leader maximo». Dorénavant le Directeur Général décidera tout et de tout; fini la direction collégiale.

Mais en contrepartie, l'actuel Président-Directeur-Général de l'Entreprise POST Luxembourg va perdre son prestigieux titre de Président, et deviendra un aussi humble, que modeste, Directeur Général,... pour la simple raison que le seul Comité de Direction qu'il présidait sera aboli.



Comme dans le nouveau Comité Exécutif de l'Entreprise, le Directeur Général dispose de pleins pouvoirs, inutile de présider une troupe de marionnettes qui n'ont pas voix au chapitre.

Mais rassurez-vous: ce n'est pas si grave que cela peut paraître.

De nos jours un titre de Président ça vaut ce que ça vaut. D'innombrables hommes et femmes peuvent se prévaloir d'un titre de Président(e), même si on ne sait toujours pas s'il faut s'adresser à ces dernières par Madame le, ou Madame la Président(e). On retrouve des Président(e)s dans les plus hautes fonctions politiques, économiques, culturelles etc., jusqu'aux fédérations de collectionneurs de timbres et éleveurs de poulets de race.

Comme le disait cet avocat-vedette qui régulièrement veille au divertissement des téléspectateurs: que de titres que de blasphèmes. Et il a raison; dans l'histoire des serviteurs du Bon Dieu il y a eu des papes (masculins et féminins), en passant par les évêques, jusqu'aux curés, mais jamais il n'y a eu de Présidents.

Donc le titre de Président, le DG de la POST Luxembourg, il pourra aisément y renoncer, ceci d'autant plus qu'il restera un «Général». C'est important un titre de Général puisque c'est lui qui nomme et révoque ses Généraux adjoints, dirige de main de fer ses troupes, malléables et corvéables à sa merci, les envoie sur le front, se tient à l'écart des batailles et décampe dès que cela tourne mal,... dans le cas qui nous préoccupe, moyennant ce qu'on appelle un «golden handshake».

De toute évidence les auteurs de la réforme POST Luxembourg qui laisse au seul Général la destinée de ses troupes n'ont jamais entendu parler de Georges Clemenceau qui disait (à peu près) que «la guerre est une chose trop grave pour être confiée aux Généraux».

Finalement il ne faut pas oublier que la perte du titre de Président de POST Luxembourg, et par là la perte d'une lamentable indemnité spéciale de représentation, sera compensée par la faculté laissée au Directeur Général de proposer aux copains du Conseil d'Administration, le salaire qu'il croit mériter.

Il ne faut pas être particulièrement fort en mathématiques pour se rendre compte que la facture va être salée.

Cela n'est par ailleurs pas une surprise puisque dans l'exposé des motifs du projet de loi de la réforme POST Luxembourg on nous explique très bien qu'une bonne gouvernance détermine les relations entre les clients, propriétaires, personnel et tiers intéressés, sauf qu'on a oublié de préciser que par tiers intéressé on vise le budget personnel du Directeur Général.

La demande d'augmentation de salaire devra toutefois encore passer le cap du Conseil d'administration de la POST. Evidemment, cela fera des jaloux parmi les représentants de l'Etat dans ledit Conseil, mais comme ils n'oseront pas s'afficher, et comme les représentants du secteur privé n'ont pas de quoi être jaloux, bien au contraire, le Conseil acquittera majoritairement, mais avec un très grand soupir (réduction des coûts oblige), les aspirations du Directeur Général avec, en surplus, quelques gestes bien-pensants en faveur des Directeurs généraux adjoints et directeurs, au nombre indéterminé.

Les représentants du personnel dans le Conseil, avec leur habituelle humeur de dogue, rouspéteront au risque que tout excès de langue leur vaudra une mise en garde de la part du ministre pour médisance, à l'instar de ce qui arrive au turbulent président du Syndicat.

C'est ce qu'on appelle la démocratie participative.

le persifleur

Les services universels et les missions publiques prestés par POST Luxembourg (EPT)



Vu l'ampleur des services universels que pratiquent l'Entreprise des P&T, on fera une subdivision grâce à laquelle on pourra s'attarder sur chaque service plus précisément. Ainsi, on présentera d'abord le service postal universel, on passera ensuite par le service financier pour aboutir au service de communication.

A) SERVICES UNIVERSELS

- LE SERVICE POSTAL UNIVERSEL (LOI DU 26 DÉCEMBRE 2012 SUR LES SERVICES POSTAUX)

Le service postal universel correspond à une offre de services postaux spécifiques qui doit être fournie de façon permanente et à des prix abordables à tout le monde

La prestation du service postal universel doit répondre aux exigences suivantes:

- a) doit être disponible sans discrimination
- b) ne peut être interrompue ou arrêtée, sauf en cas de force majeure
- c) doit évoluer d'un point de vue technique, économique, mais également social tout en tenant compte des besoins des utilisateurs.

Le service postal universel doit être garanti cinq fois par semaine, exempt les jours fériés et est constitué notamment:

- de la levée, du tri, de l'acheminement et de la distribution des envois postaux jusqu'à 2 kilogrammes
- de la levée, du tri, de l'acheminement et de la distribution des colis jusqu'à 10 kilogrammes
- de la distribution de colis originaires d'un autre Etat membre de l'Union européenne jusqu'à 20 kilogrammes
- les services relatifs aux envois recommandés et aux envois à valeur ajoutée

La loi sur les services postaux a désigné l'EPT comme prestataire du service universel postal pour la période 2013-2020.

Compensation financière

Le prestataire peut bénéficier d'une compensation financière s'il est établi que la prestation du service universel représente une charge inéquitable. Aucune compensation financière n'a été accordée jusqu'à ce jour à l'EPT pour les années 2013 et 2014 par le régulateur.

- LE SERVICE FINANCIER POSTAL UNIVERSEL (LOI DU 15 DÉCEMBRE 2000 SUR LES SERVICES FINANCIERS POSTAUX)

L'article 30 de la loi donne droit à toute personne physique ou morale résidant au Luxembourg ou à l'étranger au sein de l'Union Européenne de se faire ouvrir un compte auprès de l'Entreprise des P&T. En outre, ce service doit être fourni gratuitement ou à un coût raisonnable. Finalement, l'Entreprise peut refuser un compte à toute personne qui a fait, à plus d'une reprise un emploi abusif d'un compte auprès de l'entreprise.

Compensation financière

L'obligation de faire ouvrir un compte de paiement de base (CPB) à toute personne physique ou morale ne donne droit à aucune compensation financière

- LE SERVICE UNIVERSEL EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES (LOI DU 27 FÉVRIER 2011 SUR LES RÉSEAUX ET LES SERVICES DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES)

Le service universel en matière de communications électroniques comprend :

- a) la fourniture d'accès en position déterminée et la fourniture de services téléphoniques, ce qui veut dire que chaque résident au Luxembourg a droit à une installation téléphonique qui permet la téléphonie vocale : En outre le raccordement téléphonique doit fournir à la demande du client une connexion Internet fonctionnelle, compte tenu des technologies les plus couramment utilisées par la majorité des abonnés et de la faisabilité technologique.
- b) la mise à disposition de postes téléphoniques payants publics
- c) la publication et la mise à disposition d'au moins un annuaire téléphonique. Chaque abonné a le droit

- d) d'être inscrit gratuitement dans l'annuaire
- d) la fourniture d'un service de renseignements téléphoniques.

Compensation financière

Aucune compensation financière n'est accordée à l'EPT, qui preste le service universel en matière de communications électroniques de facto.

B) EN TANT QU'ÉTABLISSEMENT PUBLIC,

l'EPT accomplit également des missions publiques : Les SIEG (services d'intérêt économique général) postaux et l'internet ultra-rapide en occupent les premières places.

- Les SIEG postaux consistent dans le transport et la distribution postale de la presse quotidienne non adressés d'une part et des envois domestiques (ATR affranchissement à taxe réduite) d'un poids maximal de 50g en provenance d'associations sans but lucratif d'autre part. Le régime des SIEG vient d'être prolongé pour la période de 2015-2017 et est régi par des contrats entre Etat et l'EPT et les éditeurs de la presse quotidienne et l'EPT.



- Au cours des dernières années, le Luxembourg a réussi à se positionner parmi les meilleurs en terme d'internet à haut débit. Cependant et grâce à la fibre optique, le Luxembourg a l'occasion de renforcer sa position parmi les pays les plus avancés au monde en ce qui concerne le « ultra-haut » débit. L'EPT en tant qu'établissement public est l'acteur important dans la fourniture, dans un proche temps, de l'accès optique sur le territoire national.

Pour la réalisation de la politique gouvernementale en matière de l'« ultra-haut » débit des investissements conséquents sont nécessaires et POST Luxembourg en prend le risque.

Il ne faut surtout pas oublier que POST Luxembourg a une mission plus large que la simple rentabilité économique et financière. POST Luxembourg prend donc à sa charge des projets risqués en visant un intérêt à long terme, contrairement à une logique économique du secteur privé.

OFFRE PRIVILÈGE TÉLÉCOM

3 FROEN UN DE PRESIDENT VUM SYNDICAT DES P&T



POSTFAX : Firwat dauert d'Ëmsetzung vum Accord sou laang ?

PRESIDENT Syndicat des P&T: Mir hunn ënnert dem Drock vun der Direktioun, déi behaupt huet mir wäeren d'Brems an dësem Dossier, Enn Januar jo zu der Offer gesot. Dëse Jo war awer un 2 Konditiounen gebonnen.

POSTFAX : Wat sinn des 2 Konditiounen?

PRESIDENT Syndicat des P&T: Kollegen déi Astreinte à domicile maachen, also 24/ 24h während enger Woch disponibel fir d'POST sinn, sollen dësen Asaz am Interêt vun der POST och deementspriedend honoréiert kréien.

Mir hunn fir des Kollegen eng méi héichwäerteg Offer verhandelt, an zougestan kritt.

Déi zweet Konditioun ass, dass 6 Méint nodeem d'Offer agefouert ass, e Bilan gemaach gëtt.

Ass de Bilan positiv, hëllt den Syndicat des P&T dat zur Kenntnis.

Ass de Bilan awer net zefriddestellend, dan muss noverhandelt ginn

POSTFAX : Wat stéiert den Syndicat des P&T un der Offer vun der Direktioun?

PRESIDENT Syndicat des P&T: Et ginn zwee Kritikpunkten un dëser Offer.

Éischtens ass an dëser Offer keng kloer Trennung tëscht „vie professionnelle an vie privée“ ze erkennen.

Jidder eenzelnen muss fir sech decidéieren wéi ee mat dëser Offer ëmgeet.

Zweetens: Attraktivitéit vun der Offer ass net ginn.

3 QUESTIONS À L'INTENTION DU PRÉSIDENT DU SYNDICAT DES P&T

Postfax : Pourquoi la mise en pratique de l'accord dure-t-elle si longtemps ?

PRESIDENT Syndicat des P&T : Sous la pression de la direction, qui soutenait que nous constituions un frein à l'avancement du projet, nous avons consenti à l'offre fin janvier. Mais le consentement était lié à deux conditions.

Postfax : Quelles sont ces deux conditions ?

PRESIDENT Syndicat des P&T : Les collègues qui pratiquent l'astreinte à domicile, c'est-à-dire qui doivent être disponibles 24/24h pendant une semaine, doivent être récompensés pour leur engagement effectué dans l'intérêt de POST Luxembourg.

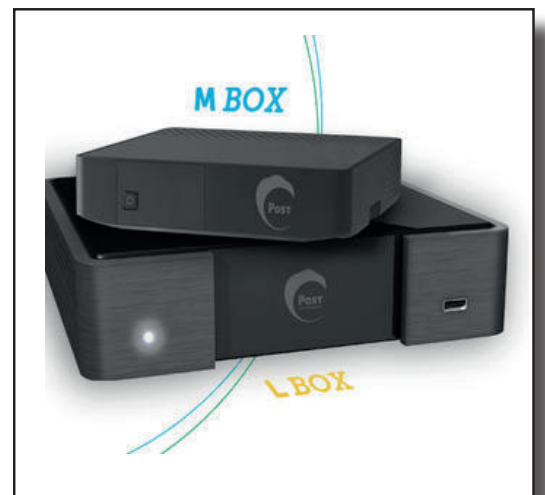
Nous avons proposé et négocié pour ces collègues une bien meilleure offre qui a été acceptée.

La seconde condition consiste dans le fait qu'après 6 mois de la mise en pratique de l'offre, on fasse un bilan. Si le bilan s'avère être positif, le Syndicat des P&T en tiendra compte. S'il n'est pas satisfaisant, alors il y aura lieu à de nouvelles négociations.

Postfax : Quels sont les points de critique du Syndicat des P&T en relation avec l'offre de la direction ?

PRESIDENT Syndicat des P&T : Deux points de critique peuvent être formulés.

Le premier est qu'on n'arrive pas à délimiter clairement la vie professionnelle de la vie privée. Chacun doit décider de son propre chef comment faire face à cette offre. Et le second point est que l'offre n'a jamais été attrayante.



LES BRÈVES

- Conférence des comités

Le 30 mars, les comités des huit associations regroupées au sein du Syndicat des P&T s'étaient réunis en conférence des comités.

A l'ordre du jour figurait notamment le projet de loi portant modification de la loi cadre de l'EPT, les lois votées en relation avec la fonction publique ainsi que l'évaluation auprès de l'entreprise.

A la fin de cette conférence, les comités ont approuvé la stratégie proposée par les représentants du personnel du Syndicat des P&T au CA pour défendre les droits des employés de la poste à l'encontre du projet de loi déposé.

- Convention collective

Fin mars a eu lieu le kickoff meeting afin d'élaborer une nouvelle convention collective se soldant par une première décision prise : la nouvelle convention collective s'appliquera uniquement aux agents de l'Entreprise des P&T.

Début mai les syndicats LCGB, Syndicat des P&T et OGBL remettront le catalogue des revendications au Directeur Général.

- Chambre des fonctionnaires – Elections sociales

Fin mars, les agents de droit public étaient appelés à voter les 27 représentants de la chambre des fonctionnaires pour la période 2015-2020.

Comme aucune liste concurrente n'a été déposée pour les catégories A1 (carrière supérieure-Administration), B (carrière moyenne) et C (carrière inférieure), les candidats de la liste CGFP sont élus d'office.

Nos collègues postiers Gilbert Goergen et Eugène Kirsch ont vu leur mandat se renouveler et ils auront la lourde tâche de défendre les intérêts des agents de droit public dans la fonction publique en général, ainsi que ceux des postiers en particulier.

Prochaine parution: juillet/août 2015

POSTFAX

No 60 2015



Au sommaire de ce numéro:

Projet de loi modifiant la loi cadre de l'EPT -

Sujet d'actualité -

Les brèves -

Affectation des agents de droit public



Luxembourg-Gare

Port payé

P/S 409